



## Conseil de sécurité

Distr. générale  
5 octobre 2004  
Français  
Original: anglais

---

### Algérie, Pakistan et Tunisie : projet de résolution

*Le Conseil de sécurité,*

*Réaffirmant* ses résolutions antérieures, notamment les résolutions 242 (1967), 338 (1973), 446 (1979), 1322 (2000), 1397 (2002), 1402 (2002), 1403 (2002), 1405 (2002), 1435 (2002), 1515 (2003) et 1544 (2004),

*Se déclarant gravement préoccupé* par le fait que la situation sur le terrain dans le territoire palestinien occupé par Israël depuis 1967 continue de se détériorer,

*Condamnant* l'incursion militaire et les attaques d'envergure menées par les forces d'occupation israéliennes dans le nord de la bande de Gaza, y compris dans le camp de réfugiés de Jabaliya et alentour, qui ont fait de nombreuses victimes, causé beaucoup de destruction et aggravé une situation déjà dramatique sur le plan humanitaire,

*Demandant une fois de plus* à Israël, puissance occupante, de s'acquitter scrupuleusement des obligations et responsabilités juridiques que lui impose la quatrième Convention de Genève du 12 août 1949, relative à la protection des civils en temps de guerre,

*Rappelant* les obligations que la Feuille de route met à la charge de l'Autorité palestinienne et du Gouvernement israélien,

*Condamnant* tous les actes de violence, de terreur et de destruction, ainsi que le recours excessif et aveugle à la force,

*Réaffirmant* le soutien qu'il apporte à la Feuille de route, qu'il a approuvée dans sa résolution 1515 (2003),

1. *Exige* la cessation immédiate de toute opération militaire dans la zone nord de Gaza et le retrait des forces d'occupation israéliennes de cette zone;

2. *Demande une fois de plus* qu'il soit mis fin à la violence et que soient respectées et pleinement acceptées les obligations juridiques, y compris celles qui découlent du droit international humanitaire;

3. *Demande* à Israël, puissance occupante, de faire en sorte que le personnel des Nations Unies et tous les agents d'organismes d'aide médicale ou humanitaire aient accès en toute sécurité à la population civile afin de lui apporter des secours d'urgence, et demande que soit respectée l'inviolabilité des locaux des organismes des Nations Unies sur le terrain, y compris ceux de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA);

4. *Demande* aux deux parties de s'acquitter immédiatement des obligations que leur impose la Feuille de route et, dans cet esprit, de coopérer étroitement avec le « Quatuor » d'intermédiaires internationaux;

5. *Décide* de demeurer saisi de la question.

---